



ADMINISTRATION COMMUNALE DE FOREST
GEMEENTEBESTUUR VORST

CONSEIL COMMUNAL DU 4 JUIN 2020
GEMEENTERAAD VAN 4 JUNI 2020

PROCÈS VERBAL
PROCES-VERBAAL

Présents	Fatima Abbach, <i>Présidente suppléante/Plaatsvervangende voorzitter</i> ;
Aanwezig	Stéphane Roberti, <i>Bourgmestre/Burgemeester</i> ; Charles Spapens, Mariam El Hamidine, Ahmed Ouartassi, Alain Mugabo Mukunzi, Françoise Père, Maud De Ridder, Saïd Tahri, Esmeralda Van den Bosch, <i>Échevin(e)s/Schepenen</i> ; Marc-Jean Ghysseles, Marc Loewenstein, Nadia El Yousfi, Laurent Hacken, Magali Plovie, Alitia Angeli, Evelyne Huytebroeck, Denis Stokkink, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Stéphanie Koplowicz, Simon De Beer, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Séverine De Laveleye, Anne Rakovsky, Catherine Beauthier, Caroline Dupont, Christophe Borcy, Valérie Michaux, Alexander Billiet, Mustapha Al Masude, Samir Ahrouch, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer, Yves Roland, <i>Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden</i> ; Betty Moens, <i>Secrétaire communale/Gemeentesecretaris</i> .
Excusés	Fatima El Omari, <i>Échevin(e)/Schepen</i> ;
Verontschuldigd	Nabil Boukili, <i>Conseille(è)r(e) communal(e) /Gemeenteraadslid</i> .

Ouverture de la séance à 19:30
Opening van de zitting om 19:30

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

La séance se tient via l'application Teams.

De zitting vindt plaats via de toepassing Teams.

Le conseil a été convoqué conformément à l'article 86, alinéa 2 de la nouvelle loi communale.

De raad werd samengeroepen overeenkomstig artikel 86, 2e lid van de Nieuwe Gemeentewet.

Conseillers demandeurs : Marc Loewenstein, Laurent Hacken, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Stéphanie Koplowicz, Simon De Beer, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Valérie Michaux, Alexander Billiet, Samir Ahrouch, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer, Yves Roland

Gemeenteraadsleden die de aanvraag deden: Marc Loewenstein, Laurent Hacken, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Stéphanie Koplowicz, Simon De Beer, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Valérie Michaux, Alexander Billiet, Samir Ahrouch, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer, Yves Roland

AFFAIRES GÉNÉRALES - ALGEMENE ZAKEN

Secrétariat - Secretariaat

1 Organisation présente et à venir des cours et activités pour les élèves de maternelles et de primaires au sein des établissements et/ou à domicile.

Madame la Secrétaire communale,
Madame la Présidente,

Conformément à l'article 86 de la Nouvelle loi communale, et à l'article 4 du Règlement d'ordre intérieur du Conseil communal, nous, conseillers communaux du groupe MR, demandons la convocation d'une réunion du Conseil communal pour le jeudi 4 juin à 19h30.

Ordre du jour :

- organisation présente et à venir des cours et activités pour les élèves de maternelles et de primaires au sein des établissements et/ou à domicile

Huidige en toekomstige organisatie van de lessen en activiteiten voor de leerlingen van het kleuter- en lager onderwijs in de scholen en/of thuis.

Mevrouw de Gemeentesecretaris,
Mevrouw de Voorzitter,

Conform artikel 86 van de Nieuwe Gemeentewet en artikel 4 van het huishoudelijk reglement van de gemeenteraad, vragen wij, gemeenteraadsleden van de MR-fractie, de bijeenroeping van een vergadering van de gemeenteraad voor donderdag 4 juni om 19u30.

Agendapunten:

- Organisatie van huidige en toekomstige lessen en activiteiten voor leerlingen van de kleuter- en basisscholen op school en/of thuis.

Préambule :

Laurent Hacken :

Le but de notre demande de tenir ce conseil communal extraordinaire est d'être informés , la démarche est constructive car il s'agit d'informations importantes que les conseillers communaux ont tous le droit de recevoir.

Marc Loewenstein :

1. Ce conseil communal a été demandé le 28 mai, avant l'annonce du comité de concertation relatif à la reprise des maternelles et primaires. Il a été convoqué le 29 mai. La commission Instruction publique a quant à elle été convoquée le mardi 2 juin. Mis à part le fait d'avoir tous les éclaircissements sur l'accueil des enfants et des équipes éducatives, ainsi que l'organisation des cours et garderies, il n'y a pas de volonté de dédoubler les réunions. Par contre, le choix d'en discuter en conseil communal est important parce qu'il permet, via le PV, la publicité, publicité à laquelle nous sommes tous attachés.
2. J'aimerais par ailleurs qu'on puisse aborder un second point. Depuis la convocation du conseil, un événement nouveau s'est déroulé à Forest et nécessite une explication de la part du Collège, à savoir la fête dans le parc de Forest qui s'est tenue le vendredi 30 mai. Même si l'organisation actuelle des travaux ne prévoit pas spécialement de questions posées oralement, je pense néanmoins qu'il est important d'aborder ce point et d'obtenir tous les éclaircissements. J'espère donc que ma question d'actualité pourra être prise en compte. Je vous remercie.

1. **Point à l'ordre du jour :** Organisation présente et à venir des cours et activités pour les élèves de maternelles et de primaires au sein des établissements et/ou à domicile

Introduction par Madame De Ridder:

Ce soir, un conseil communal a été convoqué pour aborder exclusivement le thème des écoles. Je suis toute disposée à vous faire une présentation de l'«organisation présente et à venir des cours et activités pour les élèves de maternelles et de primaires au sein des établissements et/ou à domicile.»

Cependant, je m'étonne du procédé. Je me suis toujours montrée ouverte au dialogue et prête à partager avec vous les informations concernant nos écoles. Ceux et celles d'entre vous qui sont membres de la commission IP ont déjà témoigné à plusieurs reprises en ce sens. J'ai toujours été proactive et contacté les chefs de groupe quand il y avait un sujet d'actualité qui le nécessitait. Tout récemment, je l'ai d'ailleurs fait au sujet de la reprise partielle des cours à l'école La Cordée. Le mois dernier, je souhaitais organiser une commission IP pour vous briefer sur la gestion de nos écoles depuis le 15 mars. Le service IP, soucieux de préparer une présentation de qualité et mis sous pression par l'élaboration du plan de reprise partielle des écoles pour le 18 mai, m'a demandé d'ajourner cette commission. J'ai estimé que leur demande était légitime et que leur énergie devait être consacrée entièrement à ce plan de relance qui a représenté un véritable tour de force dont nous pouvons encore nous féliciter aujourd'hui. Nous avons réussi à accueillir un maximum d'enfants en garderie et les élèves de 6^e primaire dans toutes nos écoles tout en poursuivant la continuité des apprentissages à distance.

Une commission IP est prévue pour le 16 juin prochain en concertation avec la nouvelle présidente de ma commission, Isabelle Maduda et une invitation a été envoyée aux membres de ma commission lundi dernier.

Ce soir, je vais vous offrir une présentation synthétique. Pour les détails et précisions, il va vous falloir attendre la commission IP, où vous êtes tous et toutes les bienvenus, afin que les agents de l'IP, les plus à même de vous apporter des réponses techniques, puissent présenter le fruit de leur travail acharné et opiniâtre de ces dernières semaines. Je profite de l'occasion qui m'est donnée ici pour les remercier vivement une fois de plus.

Concernant la gestion des écoles durant la période de confinement, le Pouvoir organisateur a toujours respecté scrupuleusement les balises suivantes :

- Collaboration étroite et concertation entre le service de l'instruction publique, les directions d'école, le SIPP, le SPSE, la responsable du personnel d'entretien, les organes de représentations des travailleurs (CPPT + COPALOC)
- Co-construction des 3 plans de confinement/déconfinement des écoles
- Strict respect des balises établies dans les différentes circulaires édictées par la ministre de

l'éducation en ce qui concerne l'organisation des écoles et par le protocole établi par l'ONE en ce qui concerne les questions sanitaires et médicales

- Interpellation de notre organe de représentation auprès de la FWB, le CECP et du cabinet de la ministre quand cela s'est avéré nécessaire
- Équité, inclusion, bien-être et sécurité des enfants sont restés au cœur de nos préoccupations tout au long de la gestion de la crise. Et ce ne sont pas des mots vides de sens.

En tant qu'échevine, j'ai veillé à encourager, rassurer et soutenir les équipes pédagogiques, en me rendant dans les écoles à plus d'une fois et en adressant une lettre aux différentes équipes à plusieurs reprises (la dernière date d'hier).

Le PO a encouragé les directions à communiquer vers les parents autant que faire se peut et a adressé à la communauté parentale des courriers qui lui étaient propres tout au long de la crise sanitaire.

1. La reprise partielle du 18 mai et du 25 mai

Scénario choisi par les directions et validé par le collège, les organes de concertations locales, le SIPP et le

SPSE: A partir du 18 mai 2020, les écoles communales de Forest proposent une GARDERIE pour les enfants de maternelle et primaire dont les parents reprennent le travail, tout secteur confondu, ou ceux qui n'ont pas d'autres possibilités de garde que des personnes à risque. L'horaire de garderie est de 7h45 à 17h15. Le 18 mai, les élèves de 6EME PRIMAIRES sont invités à revenir en classe, 2 jours par semaine, encadré par le personnel compétent. L'horaire des cours est de 8h30 à 15h30. Une garderie est également proposée pour les élèves de P6 le matin et le soir ainsi que les jours où ils n'ont pas classe.

A partir du 18 mai 2020, l'école (re)devient un LIEU D'ACCUEIL sécurisant et sécurisé, tant pour les élèves que pour les personnels. L'accueil proposé tente de répondre au mieux aux dispositions contenues dans la circulaire 7550 (et 7557 pour l'enseignement spécialisé), en fonction des réalités de terrain et de nos infrastructures.

Les instituteur.trice.s (et directions) sont employés selon leur horaire habituel. Quand ils.elles ne sont pas en classe, ils.elles assurent la gestion du travail à envoyer aux enfants pour le domicile.

A partir du 18 mai, afin de garantir davantage le principe des silos, le système de tournante est limité. Le personnel est à disposition de l'école pour accueillir les enfants des groupes garderie ou groupes de P6. Si un enseignant n'a pas de groupe à animer, il reste à la disposition en cas de besoin (réserve). Les enseignants des années maternelles et de P1 à P5 sont invités à continuer l'envoi de travail à domicile/garder le contact avec les élèves.

En ce qui concerne l'enseignement spécialisé, les enfants scolarisés dans l'enseignement de type 1 (maturité 4) reprendront les cours à raison d'un jour/semaine et les enfants type 2 seront accueillis en garderie. Ce Plan est le fruit d'une coconstruction avec les directions des écoles fondamentales communales forestoises. Il tente de concilier au mieux les impératifs de notre mission de service public (rôle d'accueil) et les prescrits des autorités supérieures (FWB, CNS).

Ce Plan pourrait subir des modifications en fonction de l'évolution de la situation sanitaire.

+ Protocole enfant malade établi par le docteur Tourrette sur base des directives de l'ONE.

+ Protocole désinfection et nettoyage des écoles.

2. La reprise complète du 5 juin

Document 1 : NS 03/06/20 en complément à celle du 28/05/20

Suite à la parution de la circulaire 7599 de la Fédération Wallonie-Bruxelles, le Pouvoir Organisateur a repensé l'organisation des écoles communales de Forest.

Tout comme le premier plan de réouverture progressive des écoles, ce plan de reprise des cours est le fruit d'une concertation entre le PO, les directions, le SPSE, le SIPP et la responsable du personnel d'entretien. En ayant toujours en tête notre mission de service public qui est d'assurer tant la garderie que la reprise des cours, nous avons décidé de différer celle-ci à la date du vendredi 5 juin 2020 afin d'organiser une rentrée commune de l'enseignement maternel et primaire dans des conditions sanitaires optimales.

Concernant les précautions sanitaires, les mesures prévues sont les suivantes (ce sont celles qui ont balisé la reprise partielle des 18 et 25 mai, assouplies) :

- Maintien d'un local d'infirmier équipé de gel hydroalcoolique, de gants et d'un thermomètre digital à distance. L'infirmier a été déplacée lorsqu'elle était prévue dans un local classe
- Sanitaires : le traçage à l'entrée des sanitaires est maintenu afin d'éviter les rassemblements au sein de ceux-ci
- Stock de savon et de serviettes en papier : une nouvelle distribution a eu lieu dans l'ensemble des écoles et une nouvelle commande est en cours
- Les arrivées et départs sont différés *de facto* via la garderie de 7h à 8h30 et de 15h30 à 17h45. Dans les écoles où c'est nécessaire, la fin des cours se fait de manière différée pour éviter les engorgements
- Récréations : plusieurs écoles possèdent assez d'espaces extérieurs. Dans certaines écoles, plusieurs cours sont disponibles. Pour les écoles où c'est nécessaire, un traçage au sol est effectué dans les cours pour délimiter les espaces de chaque « bulle »
- Nettoyage : le nouveau protocole de l'ONE concernant les mesures de nettoyage est quelque peu assoupli.
- Le lavage des mains et l'utilisation du gel hydroalcoolique à l'entrée des enfants dans l'école sont maintenus. Le lavage des mains se fait de manière systématique, tant pour les enfants que pour les adultes, aux moments clés de la journée (repas, sanitaires, entrée dans une salle, etc.)
- Les parents doivent rester à l'extérieur du bâtiment scolaire
- Les cours de natation et les repas chauds sont annulés
- L'aération de tous les locaux doit se faire de façon régulière
- Un relevé strict des présences, tant au niveau des cours que des garderies, est effectué au sein de chaque « bulle de contact » afin de pouvoir assurer le tracing en cas de contamination d'une personne
- En cas de maladie d'un enfant ou d'un membre du personnel, le protocole transmis pour la réouverture du 18 mai 2020 reste d'application

Au niveau des membres du personnel :

- Les accueillants et les enseignants reprennent leur horaire habituel ; il n'y a plus de travail envoyé à domicile aux élèves
- Les professeurs de philosophie et citoyenneté ainsi que les maîtres spéciaux reprennent également leur activité normale et peuvent circuler entre leurs implantations. Il s'agit d'une décision du cabinet de la Ministre qui a été traduite dans un bulletin d'information du CECP.
- Le SPSE se propose de répondre à toutes les questions du personnel (visioconférence, mail, téléphone) et le conseiller en prévention reste également à disposition du personnel. Il s'agit d'organes d'écoute permettant au personnel de poser les questions relatives à la santé des enfants ou de déposer la charge psycho-sociale ressentie.
- Le port du masque est fortement recommandé aux membres du personnel, particulièrement pour les contacts entre adultes
- L'utilisation des gants et des surblouses dans l'enseignement spécialisé est fortement recommandé pour les actes de nursing (= va plus loin que la circulaire).

1. Concernant l'entretien des infrastructures scolaires :

L'ONE a publié ce vendredi 29 mai un nouveau protocole de nettoyage. Ce protocole – qui a été communiqué aux organisations syndicales ainsi qu'aux fédérations de PO et à WBE – comporte des assouplissements importants par rapport à la version précédente, notamment sur la fréquence des passages des équipes de nettoyage et les surfaces/objets à désinfecter. Ces assouplissements ont été rendus possibles par l'évolution des recommandations sanitaires pour l'école. Les contraintes restent toutefois plus importantes qu'en temps normal.

2. Encadrement du temps de midi et des récréations :

La notion de silo a été remplacée par la notion de **bulle de contact**. Celle-ci vise à concentrer l'essentiel des activités et du temps passé par les enfants à l'école au sein d'un même groupe, en limitant les allées et venues de celui-ci. Les recommandations des experts n'excluent toutefois ni qu'un groupe classe soit encadré par différents adultes (et inversement), ni qu'il existe des interactions entre des enfants issus de bulles de contacts différentes : elles invitent à limiter ces situations autant que possible, tout en sachant qu'il existe dans le quotidien des écoles des réalités les rendant inévitables pour des raisons notamment pratiques et pédagogiques. POROSITE des bulles en fonction des nécessités.

Au regard de ces éléments :

- Les récréations et les temps de midi peuvent être encadrés par d'autres membres du personnel que les enseignants (a priori, par les personnels qui se consacrent habituellement à ces tâches) ;
- Si le personnel pour encadrer le temps de midi est insuffisant pour assurer une surveillance dans chaque classe, un nombre le plus limité possible de bulles de contact peut être regroupé dans un même local en essayant d'assurer une distance entre eux ;
- Plusieurs bulles de contact peuvent être présentes dans la cour de récréation en même temps, mais il convient d'essayer d'organiser les espaces pour éviter autant que possible les regroupements de plusieurs bulles ;
- Un élève présent en classe la journée peut aller en garderie avant/après l'école et celle-ci peut être encadrée par le personnel qui se consacre habituellement à cette tâche.

3. Situation des maîtres spéciaux :

Les maîtres spéciaux peuvent reprendre leur travail même si leur charge est répartie entre plusieurs implantations.

4. Masque obligatoire versus fortement recommandé :

Rendre le masque obligatoire pourrait sans doute rassurer certains membres du personnel. Toutefois, les termes « le port du masque est fortement recommandé » ont été longuement soupesés par les experts du GEES. Ils sont par ailleurs consignés dans un arrêté fédéral. Il n'est donc pas possible de faire évoluer l'instruction.

5. Entrée des parents dans la classe au niveau maternel :

Des dispositions doivent en tout cas être prises pour éviter autant que possible les regroupements de parents, en particulier autour de l'enseignant ou d'autres membres du personnel, pour assurer la protection de ces derniers. Ces dispositions peuvent inclure l'interdiction pour les parents d'entrer dans la classe, et/ou la recommandation forte de porter le masque.

6. Enseignement spécialisé :

Les experts ont été questionnés sur des mesures spécifiques à prendre dans l'enseignement spécialisé. Aucune recommandation supplémentaire n'a été formulée par rapport à celles prévues pour l'ordinaire. Il peut simplement être rappelé de respecter scrupuleusement les règles d'hygiène et les gestes barrières (comme le port du masque quand la distanciation sociale ne peut être assurée dans le primaire) même s'il est bien évident que c'est tout sauf simple.

7. Toilettes / sanitaires :

Les recommandations des experts indiquent que les regroupements doivent être évités autant que possible dans les toilettes ou autour des sanitaires. Il peut être souligné que la mesure vise surtout à limiter les regroupements en dehors de la bulle de contact, les élèves au sein d'une bulle n'étant pas tenus de respecter une distanciation sociale entre eux.

8. Repas froid / cantines :

La circulaire demande de **privilégier les repas froids** (tartines) en classe pour éviter de faire redémarrer les cantines vu les rassemblements que celles-ci impliquent.

3. En ce qui concerne l'enseignement à domicile :

• Etat de la question sur le système en vigueur entre le 15 mars et le 4 juin :

L'esprit des circulaires successives de la FWB et soutenues par le PO et son souci de limiter autant que faire se peut les inégalités scolaires, renforcées par ce contexte de confinement. Cependant, nous sommes garants de l'organisation de l'enseignement communal à Forest, mais soutenons l'autonomie, la solidarité et la créativité dont font preuve les enseignants dans les choix pédagogiques qui sont les leurs. A chaque cycle et chaque classe, sa réalité.

Cependant, les enseignantes ont fait preuve de résilience et de créativité. Afin de stimuler l'activité intellectuelle de leurs élèves et de maintenir le lien, les enseignant-es-s ont proposé des activités variées par le biais de tous les canaux de communication possibles. Le service de l'instruction publique les a soutenu-e-s et stimulé-e-s dans cette démarche. En fonction des besoins et du profil des groupes classes, les enseignant-e-s ont utilisé des plateformes comme Wazzou ou Teams, des applications comme Whats'App pour interagir avec leurs élèves. Pour les enfants qui ne disposent pas d'ordinateur ou d'imprimante, des dossiers d'activités papier ont été déposés sur des « tables à travaux » dans les écoles lors de permanences ou envoyés par la poste. Certains enseignants ont sonné aux portes des enfants qui ne donnaient pas de nouvelles ou déposé les dossiers directement dans les boîtes-aux-lettres. Toutes les équipes ont fait leur maximum en fonction des réalités de terrain et des balises de la circulaire. Plusieurs états des lieux de l'accompagnement pédagogique des enfants ont été réalisés en mars-avril par l'Instruction publique afin de mesurer les effets de la politique mise en place, d'identifier les obstacles et de les lever si possible.

• A partir du 5 juin :

Respect de la circulaire 7599

Pas de double charge pour les enseignants et donc plus de cours à distance.

Il s'agit d'une vraie reprise des cours. Les enfants étant en obligation scolaire, on ne peut pas mettre en place un système pour maintenir les enfants hors de l'école. Mais malgré tout, vu le contexte, la FWB accepte d'être tolérante vis-à-vis des enfants absents et on ne transmettra pas les absences.

Mais donc vraiment, les enfants sont censés revenir à part s'ils sont malades. Accepter de continuer d'envoyer du travail à domicile c'est admettre et soutenir le fait de ne pas revenir.

Le PO a pris toutes les mesures sanitaires nécessaires, en concertation avec le docteur de la médecine scolaire, Madame Tourrette, pour assurer une reprise des cours demain dans des conditions optimales (à la fois sanitaires, organisationnelles et pédagogiques). Nous encourageons les équipes et les familles à surmonter leur peur et reprendre le chemin de l'école sauf bien entendu s'ils font partie de la population à risque.

Le PO a demandé aux enseignants de prendre personnellement contact avec les élèves dont ils n'ont aucune nouvelle 1 x par semaine d'ici au 30 juin.

- **Rentrée de 2020 :**

Nul ne peut présager des conditions pour la rentrée de septembre. C'est du ressort du Centre national de sécurité qui s'appuiera sur les recommandations des scientifiques. Malgré tout, nous veillerons à garantir un enseignement de qualité, équitable et inclusif ainsi que la sécurité (physique et psychique) de nos élèves.

Questions complémentaires posées par les conseillers communaux :

Monsieur Loewenstein :

Je remercie l'échevine pour ses réponses. Je tiens aussi à saluer le travail des pouvoirs organisateurs des différents réseaux et des équipes éducatives qui essaient de faire au mieux pour répondre à la situation exceptionnelle que nous vivons tous et aux successions de directives et circulaires organisant les cours, notamment celle de la semaine dernière décidant l'ouverture de toutes les écoles maternelles et primaires avec des mesures sanitaires assouplies par rapport au dispositif précédent. Mes pensées et remerciements vont à tous ceux qui font tourner notre enseignement.

J'aimerais poser deux questions complémentaires.

La première concerne l'accueil des enfants et le respect des bulles. Dans la presse, la FAPEO fait une simulation de ce que pourrait durer l'accueil des enfants au rythme de 10 minute par classe/bulle. Si l'on compte 20 bulles, la 20^{ème} rentrerait à 11h30. Il s'agit là d'un exemple donné, je le relaie... Pourriez-vous nous donner plus de détails sur le respect de cette logique de bulles et le timing nécessaire pour accueillir tous les enfants ?

La seconde concerne l'organisation du travail des enseignants. Dans votre intervention, vous dites que « certains enseignants sont inquiets », que le SIPP, le PO et le médecin de référence sont présents pour les rassurer. Cette inquiétude est bien entendu totalement compréhensible mais je voudrais vous entendre sur ce que l'on doit comprendre de cette état de fait. Avez-vous une information sur le nombre de professeurs qui seront présents dans écoles ? S'ils sont certainement impatients de revenir à une situation normale, certains viendront sans soucis, d'autres avec la peur au ventre, d'autres encore risquent de ne pas venir. Qu'est-ce qui est mis en place pour rassurer les enseignants et les accueillir dans les meilleurs conditions ?

Madame De Ridder :

La Fédération Wallonie accepte que les bulles soient poreuses, que les enfants puissent appartenir à plusieurs bulles. Chez nous, ils appartiendront d'office à deux bulles : La bulle des cours et la bulle des garderies.

Les garderies sont ouvertes de 7 à 8h30 du matin. Le temps pour éviter des attroupements est donc suffisamment long et il y a des marquages au sol.

Nous n'avons pas de chiffres pour lundi, mais des tendances se dessinent. Il se profile qu'il y aura peu

d'enfants en garderie. Il faudra faire une évaluation des mesures mises en place pour éventuellement faire des adaptations.

Chaque enseignant est différent. Certains sont inquiets, mais tous ont manifesté leur volonté de revenir. Ils voulaient juste être rassurés par rapport aux mesures mises en place.

Les enseignants, tout comme nous tous, sommes soumis à une épreuve difficile et à l'exercice compliqué de l'adaptabilité et réactivité.

Monsieur Hacken :

Je suis rassuré par vos explications.

Vous dites que le port du masque pour les enseignants en maternelle n'est pas obligatoire, mais je suppose que c'est laissé au libre choix des enseignants ? Il les parents qui rentrent dans l'école, doivent-ils obligatoirement porter le masque ?

Je suis un peu perplexe de vous avoir entendu dire que pour permettre les sixièmes de reprendre les cours, dans certaines écoles les premières et deuxièmes ne peuvent pas rentrer car l'école est complète, alors que la veille, lors du conseil du 19 mai le Bourgmestre a déclaré que tout serait en ordre pour permettre les premières et deuxièmes de rentrer. Les conseillers sont aussi le relais auprès de la population, donc ils doivent pouvoir donner des réponses correctes. J'ai reçu beaucoup de témoignages de parents disant qu'il y a eu très peu ou pas de contacts avec les enseignants et que peu d'activités étaient proposés pour accompagner les enfants qui ont dû rester chez eux et que si un élève de la classe ne voulait ou ne pouvait pas faire l'activité, l'activité proposée était supprimé pour l'ensemble de la classe. Il me semble qu'il appartient au PO de donner des directives aux directions et aux enseignants, je suis donc perplexe d'entendre que le PO ne doit pas contrôler. Qu'est-ce qu'on peut faire pour que ces élèves soient malgré tout un tout petit peu suivis ?

Madame De Ridder :

La question des masques pour les parents ne se pose pas car les parents ne rentrent pas dans l'école.

Quant au port du masque pour les enseignants aux maternelles, les pédiatres et pédopsychiatres sont d'avis que cela peut avoir une incidence négative sur la relation avec l'enfant. Il est évident qu'un enseignant malade a la liberté de rester chez lui et de rentrer un certificat médical.

Quant au retour des P1 et P2, il a fallu faire un arbitrage difficile. Notre premier devoir était de permettre un retour à l'école de tous les enfants, c'est pour ça que nous avons veillé à ne pas limiter les garderies afin de permettre à tous les enfants de revenir à l'école. Le but du retour à l'école n'est pas aujourd'hui de rattraper en trois semaines la matière qui n'a pas été vue pendant le confinement, mais de permettre à l'enfant de reprendre contact avec l'école et de resocialiser avec ses copains.

La circulaire stipule que le travail à domicile pour les enfants ne peut pas être obligatoire, ça ne peut donc pas être imposé. Le PO ne peut pas s'immiscer dans la pédagogie, son rôle est d'organiser l'enseignement. Il y a une grande disparité entre les familles, il est impossible de répondre aux besoins de toutes les familles. En ce qui concerne les enfants qui rentreront pas à l'école, il est décidé que les enseignants vont appeler les parents et aller à leur rencontre.

Madame Koplowicz :

J'ai reçu les mêmes témoignages de parents : Il y aurait une grande disparité entre les écoles, même entre les classes d'une seule école. Il est difficile pour les conseillers de répondre aux questions. Est-ce qu'il y a des marquages dans toutes les écoles ? Certains parents disent que les enfants sont mélangés pendant la récréation. Et quid des cours de philosophie ? Il semble que les professeurs ne sont pas attachés à une seule école, qu'ils enseignent dans différentes écoles.

Madame De Ridder :

Les enseignants peuvent, mais ne doivent pas donner des travaux à domicile aux enfants. Nous l'avons néanmoins toujours encouragé. Nous avons même créé un document interactif qui est enrichi par les enseignants. Tous les enseignants ont fait un effort. Quand un mail avec ce genre de témoignage nous parvient, nous interrogeons la direction, qui s'adresse aux enseignants pour avoir une réponse. Il faut nuancer les mails. Les marquages qui ne sont pas encore faits, seront réalisés cette semaine. En ce qui concerne les maîtres spéciaux (philosophie...), le choix a été fait de ne pas les rattacher à une école, ceci

par souci d'équité.

Madame Maduda :

Quid des vaccinations obligatoires pendant cette période où les enfants n'ont pas fréquenté l'école ?

Quid de l'apprentissage des règles de sécurité ?

Qu'est-ce que vous allez mettre en place pour remédier contre le décrochage scolaire, le retard d'apprentissage ?

Madame De Ridder :

Notre médecin scolaire, qui est une personne très professionnelle et attentive, ne nous a pas alerté au niveau d'un éventuel retard dans les vaccinations. Je suppose donc que tout est en ordre, mais je me renseigne.

L'apprentissage des règles de sécurité se fait d'une façon transversale, dans tous les cours, les enseignants appliquent et rappellent les règles de sécurité.

Quant à la question de la remédiation au retard d'apprentissage, le retard n'est pas irréversible, quand bien même nous pouvons parler d'un retard. Les enfants ont des années, voire toute une vie pour résorber un éventuel retard.

Madame El Yousfi :

Je remercie le collègue, les services les directions et les enseignants pour tout le travail fourni afin de permettre la réouverture des écoles.

Madame Goldberg : Je vous remercie pour vos explications et voudrais poser trois questions :

1. Que se passe-t-il si un enseignement n'est pas présent demain pour accueillir sa classe de maternelle ? Comment les choses s'organisent ?
2. Sur quels critères décide-t-on de qui passe en année supérieure et qui redouble ?
3. Une évaluation de cette situation exceptionnelle sera-t-elle réalisée et abordée avec les conseillers communaux après la crise ?

Je vous remercie et vous souhaite bon courage à vous et aux équipes.

Madame De Ridder :

Les enseignants sont remplacés selon les règles habituelles et si nous ne pouvons pas engager un remplaçant, les enfants seront intégrés dans un autre groupe (bulle) jusqu'au 30 juin.

Quant à la question de déterminer si un enfant passe à une année supérieure ou qu'il double, c'est un travail qui est réalisé avec la coordinatrice pédagogique.

Une évaluation de cet exercice difficile sera fait.

Madame Plovie :

Je voudrais vous remercier Mme l'échevine ainsi que toutes vos équipes:IP, équipes éducatives, équipes d'accueil, ...

Quel travail vous avez effectué et quel travail collectif.

L'enseignement est un droit des enfants, nous, Ecolo-Groen, le pensons et vous aussi. Vous avez fait de ce droit une priorité. ET pour y répondre vous avez travaillé collectivement avec vos équipes, en dialoguant avec elles et les rassurant. Vous avez aussi porté une attention particulière à l'inclusion de tous les enfants. C'est important pour nos enfants.

Vous habitez votre politique, nous l'avons vu ce soir ; vous la portez avec volonté et ambition.

N'oublions pas non plus les écoles néerlandophones. L'échevine Esmeralda Van den Bosch a aussi beaucoup travaillé pour permettre la réouverture des écoles et l'accueil des enfants dans les meilleures conditions.

Nous aurons une commission le 16 juin prochain avec votre équipe IP ; le groupe Ecolo Groen sera présent pour poser nos questions, pour dialoguer avec votre équipe et voir comment les choses se seront déroulées

après une semaine de reprise des cours.

Monsieur Roberti clôt le sujet en remerciant les deux échevines de l'enseignement et les deux équipes d'enseignement, francophone et néerlandophone.

2. Point d'actualité :

Marc Loewenstein :

Même si l'organisation actuelle de nos conseils ne le permet pas, la situation exige des éclaircissements et je vous demande de bien vouloir traiter d'une **question d'actualité**.

Pour rappel, une fête était organisée vendredi soir dernier dans le parc de Forest. Selon la presse, elle rassemblait entre 300 et 500 personnes. La police déclare que vous avez donné l'instruction de ne pas intervenir. Vous démentez. Le SLFP police demande des clarifications et justifications de votre part. Plusieurs questions se posent :

1. Quelle était cette fête dans le parc de Forest ? Quand en avez-vous été informé ?
2. A la lecture de la presse donc, les versions sont contradictoires entre celle de la police et celle du bourgmestre. Qui dit la vérité ? Quelles ont été les instructions précises du Bourgmestre ?
3. Au-delà de la situation actuelle liée à la gestion de la pandémie, il s'agit là d'un rassemblement qui nécessite une autorisation du bourgmestre conformément à l'article 42 du règlement général de police.
 - a. Qu'en est-il ? Qu'est-ce qui diffère entre cet événement qui s'est tenu, sans autorisation, et un autre événement pour lequel une autorisation sera exigée ?
 - b. Quel signal est donné à la population si le bourgmestre n'est pas à même de faire respecter la loi ?
 - c. Quel signal aussi par rapport à la grande partie de la population qui s'abstient depuis plus de 2 mois et demi de voir leurs proches, leurs parents, grands-parents, enfants, petits-enfants... et attendent que les pouvoirs publics soient les garants de cet effort collectif.
 - d. Si vous ne laissez pas de place à l'arbitraire, que tout le monde est traité de manière égalitaire et que cet événement a bien plus de tenir sans autorisation, est-ce que Forest deviendra la seule commune de Belgique où il ne faut plus demander d'autorisation pour se rassembler ?

Laurent Hacken :

Si la tenue du Conseil communal de demain a pour objectif de nous tenir informé de la situation concernant la réouverture de nos écoles communales et que l'ordonnance de pouvoir spécial réglant l'organisation des communes ne permet pas officiellement de rajouter des questions d'actualité à l'ordre du jour, je voudrais que le Conseil puisse obtenir des informations sur la fête organisée illégalement dans le Parc de Forest le vendredi 29 mai dernier.

Au-delà de la polémique inutile de savoir qui a vraiment décidé de laisser cet événement se dérouler en toute impunité, entre autre par manque de personnel policier disponible apparemment, je voudrais personnellement avoir des informations sur les conséquences qui ont été tirées de cette situation pour le futur, en dehors même de toute période de restriction. Pour moi, et pour le règlement général de police d'ailleurs, il n'est pas normal qu'un événement puisse se dérouler en soirée dans un de nos parcs en toute impunité, même si c'est un événement plus ou moins calme. Ce parc est un parc familial et doit le rester, à l'exception des événements organisés par la commune ou avec son organisation. Les nuisances sonores et en termes de saleté sont inacceptables, sans parler du sentiment d'impunité que ces personnes ont dû ressentir en se rendant compte qu'elles pouvaient continuer leur soirée après n'avoir respecté aucune règle.

Pourrais-je donc savoir si un dispositif est maintenant prévu pour que ce type de rassemblements illégaux et qui n'a pas sa place dans notre parc puisse être stoppé dès que la police en a connaissance ? Je pense en premier lieu à un appel aux autres zones ?

Par ailleurs, avez-vous une estimation de la quantité de déchets que nos travailleurs ont dû ramasser le lendemain matin à cause de cet événement ? Le parc étant déjà bondé toute la journée, je pense qu'ils auraient pu se passer de cette charge de travail complémentaire.

Christophe Borcy :

Plusieurs centaines de personnes se sont rassemblées le vendredi 29 mai dans le parc de Forest, malgré l'interdiction en cette période de déconfinement. La presse a abondamment relayé cette information. Alors que la santé publique est en jeu, pourquoi le bourgmestre n'a-t-il pas donné l'ordre à la police d'intervenir ? Je souhaiterais que ce point soit mis à l'ordre du jour du prochain Conseil.

Monsieur Roberti :

Tous les jours de la semaine passée, la météo et le déconfinement aidant, nous avons été appelés par la police et par les gardiens de la paix pour nous dire que la tâche de faire respecter les règles était tendue dans les espaces verts et principalement depuis le 27 mai, depuis l'assouplissement des règles au niveau des plaines de jeux. Les usagers des parcs se sont autorisés en masse à rester plus longtemps dans les parcs et ceci dans toute la région bruxelloise. Vendredi soir, à 21h30, je reçois un message de l'officier sur place dans le parc de Forest avec une photo sur laquelle nous voyons beaucoup de monde et le commentaire : on va essayer de dégager mais on risque de devoir se battre. J'ai directement appelé l'officier et nous avons convenu que dégager au risque de devoir se battre n'était pas opportun. Jamais il n'a été fait état de nuisances sonores ce soir-là. La police est restée sur place et a continué à faire respecter l'ordre public, à sensibiliser et à veiller aux infractions. Le tapage nocturne a été porté à ma connaissance le lendemain matin par mail par des riverains. J'ai demandé aux forces de police d'y apporter une attention toute particulière. Il y a eu effectivement énormément de déchets qui ont été ramassés ces derniers jours dans le parc. Une équipe pour ramasser les déchets était présente le dimanche matin et le lundi matin. Je pourrai vous donner la quantité astronomique de déchets qui a été ramassée, mais je vous enverrai ça par écrit. Sur le fait qu'il y avait une fiesta, les versions divergent. Je crois les riverains qui disent qu'il y avait des nuisances sonores, mais une fiesta au sens qu'il y avait un groupe de musique sur place autour duquel les gens sont rassemblés, là les versions divergent, ça vous pouvez le voir sur la page facebook. Ce qui est certain, c'est que la police doit faire respecter le RGP et que ne sont autorisés dans les parcs que les événements autorisés par le bourgmestre. J'ai autorisé quelques cours de jogga et quelques spectacles à destination du public présent, mais sans en faire de la publicité, personne n'en a entendu parler, c'est ça aussi de pouvoir négocier les autorisations. Les fiestas sont interdites, elles le sont toujours, elles l'étaient avant le covid, pendant et le seront après. Je n'ai pas dit qu'il ne fallait pas intervenir, mais qu'il fallait avoir une gestion négociée de l'espace public, donc voir la manière dont il fallait intervenir.

Dominique Goldberg : Garantir l'ordre public, c'est faire respecter les lois, les règlements et faire respecter les interdictions. Pourquoi devons-nous tolérer un tel rassemblement parce qu'il n'y a pas de nuisances et de bruits ? Cela reste un rassemblement ? Ce positionnement laisse la place à l'arbitraire. Par ailleurs, vous avez répété à plusieurs reprises ne pas avoir été présent. Dans votre rôle, vous auriez dû vous rendre sur place, vous rendre compte par vous-même et prendre la mesure de la situation. C'est votre rôle et il y a là un manquement de votre part. Et si vous n'étiez pas sur place, comment vous êtes-vous tenu au courant de la situation pendant toute la durée du rassemblement ?

Monsieur Roberti :

J'ai dit que le lendemain, les riverains m'ont averti du tapage nocturne et j'ai aussi dit que le vendredi à 21h30, l'officier ne m'a pas parlé de bruit. Je n'étais pas sur place et j'ai convenu avec l'officier en termes de gestion négociée de l'espace public, qu'il n'était pas nécessaire de se battre, d'en arriver là, ce qui ne veut pas dire que les policiers ont quitté l'espace concerné et que si après, il y a eu du tapage nocturne, que ça ne doit pas être traité. Vous vous basez sur un titre dans la presse, moi je me base sur des faits. L'officier m'a confirmé le lendemain qu'il ne m'avait pas parlé de bruit. J'assume complètement : Quand

à 21h30, il y a encore des enfants sur place et qu'il y a un risque de devoir se battre, la proportionnalité de la gestion de l'espace public veut que nous ne prenons pas de risque. Si ce serait à refaire, je ferais exactement la même chose, mais je partage votre avis que dans cette période de covid, ce n'est pas idéal d'avoir dans les espaces verts des gens qui ne respectent pas les distances physiques, mais il faut prendre tous les éléments en compte et j'estime qu'il ne fallait pas prendre plus de risques.

Madame Goldberg :

Que faites-vous pour rester informé jusque 1heure du matin par exemple ?

Monsieur Roberti :

Mon téléphone reste ouvert 24h. sur 24. A partir du moment où je conviens avec l'officier sur place qu'il ne faut pas dégager, que je ne suis pas au courant de tapage nocturne, la police continue à faire son travail. Un autre bourgmestre aurait pu en décider autrement et faire intervenir un peloton de policiers , ce n'a pas été mon choix et je peux vous rassurer qu'au parc de Forest, il n'y aura jamais de fiesta.

Monsieur Pierre-De Permentier :

Les règles du CNS en matière d'accès aux parcs restent inchangées jusqu'au 8 juin, il n'appartient pas à un bourgmestre d'inventer des règles. Et qu'est ce que le service prévention faisait en ce moment-là. Et il serait important que les conseillers communaux puissent recevoir la photo que l'officier vous a envoyée, même si elle est flouée. Et est-ce que vous avez pris contact avec le Ministre De Crem, qui comme Ministre de l'Intérieur édicte les règles ?

Monsieur Roberti :

Le service prévention ne travaille pas à cette heure-là. Les règles de confinement dans les parcs n'ont effectivement pas changé mais ce n'est pas compris par la population et donc plus applicable. C'est d'ailleurs le cas dans toute la région. Ce n'est plus possible de faire respecter les règles par la population, ni par le service prévention, ni par la police. Il faut être conscient de la situation dans laquelle on met les policiers en leur demandant de mettre en application des choses qui sont inapplicables. C'est difficile pour les bruxellois qui sont confinés depuis des semaines quand ils voient que tout se relâche sauf dans les parcs, de comprendre qu'ils ne peuvent pas s'asseoir sur les bancs, que leurs enfants ne peuvent pas jouer au foot... C'est impossible pour nos policiers de mettre ça en œuvre. Il faut agir de manière proportionnée, c'est à quoi on s'efforce. Je ne vois pas pourquoi j'aurais contacté le Ministre De Crem, mais il peut me contacter quand il veut. Il y a juste eu une gestion négociée de l'espace public !

Inleiding

Laurent Hacken:

Het doel van onze vraag om deze buitengewone gemeenteraad te houden, is om geïnformeerd te worden. De vraag is constructief, omdat het belangrijke informatie is waar alle gemeenteraadsleden recht op hebben.

Marc Loewenstein:

1. De raad werd aangevraagd op 28 mei, vóór de aankondiging van het overlegcomité betreffende de heropening van de basisscholen. De bijeenroeping gebeurde op 29 mei. De commissie openbaar onderwijs werd echter op dinsdag 2 juni bijeengeroepen. Afgezien van het krijgen van verduidelijkingen over de opvang van de kinderen en de pedagogische teams, alsook de organisatie van de klassen en de naschoolse opvang, is er geen wens om dubbele vergaderingen te houden. De keuze om het in de gemeenteraad te bespreken, is wel belangrijk omdat het via het verslag openbaarheid - waar we allemaal aan gehecht zijn - mogelijk maakt.
2. Ik wil ook graag een tweede punt op de agenda zetten. Sinds de bijeenroeping van de raad heeft er zich iets nieuws voorgedaan in Vorst dat om toelichting namens het college vraagt, namelijk het feest in het park van Vorst op vrijdag 30 mei. Ook al voorziet de huidige organisatie van de werkzaamheden niet specifiek in het stellen van mondelinge vragen, toch denk ik dat het belangrijk is om dit punt te bespreken en verduidelijkingen te verkrijgen. Ik hoop dan ook dat mijn actualiteitsvraag in aanmerking kan worden genomen. Ik dank u.

1. **Agendapunt:** Huidige en toekomstige organisatie van lessen en activiteiten voor leerlingen van de kleuter- en lagere scholen op school en/of thuis.

Inleiding door mevrouw De Ridder:

Vanavond is er een gemeenteraad bijeengeroepen die enkel de scholen zal bespreken. Ik ben bereid om u een presentatie te geven van de "huidige en toekomstige organisatie van lessen en activiteiten voor basisschoolleerlingen op school en/of thuis".

Ik ben echter verbaasd over de manier waarop. Ik heb altijd opengestaan voor dialoog en ben bereid om informatie over onze scholen met u te delen. Degenen onder u die lid zijn van de commissie onderwijs hebben dat al meermaals kunnen vaststellen. Ik ben altijd proactief geweest en heb contact opgenomen met de fractieleiders als er een actueel probleem was dat dat vereiste. Onlangs nog heb ik dat gedaan met betrekking tot de gedeeltelijke hervatting van de lessen op de school La Cordée Vorige maand wilde ik een commissievergadering organiseren om u te informeren over de aanpak van onze scholen sinds 15 maart.

De dienst openbaar onderwijs wou een degelijke presentatie voorbereiden maar stond onder druk door de voorbereiding van het plan voor de gedeeltelijke hervatting van de scholen tegen 18 mei, en heeft mij gevraagd om deze commissie uit te stellen. Ik vond hun verzoek legitiem en vind dat hun energie volledig moest gaan naar het heropstartplan, wat een echte krachttoer was waarop we nog steeds trots mogen zijn. We zijn erin geslaagd om een maximum aantal kinderen op te vangen en de leerlingen van het zesde jaar in al onze scholen te onthalen en tegelijkertijd afstandsonderwijs te blijven aanbieden.

Er staat een commissie gepland voor 16 juni, in overleg met de nieuwe voorzitter van mijn commissie, Isabelle Maduda, en afgelopen maandag is er een uitnodiging gestuurd naar de leden van de commissie. Vanavond zal ik u een bondige presentatie geven. Voor details en verduidelijkingen zal u moeten wachten op de commissie openbaar onderwijs, waar u allen welkom bent, zodat het personeel van de dienst, die het best geplaatst is om u technische antwoorden te geven, de vruchten van hun harde werk van de voorbije weken kan presenteren. Ik wil deze gelegenheid aangrijpen om hen nogmaals hartelijk te bedanken.

Wat de organisatie van de scholen tijdens de lockdown betreft, heeft de inrichtende macht de volgende richtlijnen altijd nauwgezet in acht genomen:

- Nauwe samenwerking en overleg tussen de dienst openbaar onderwijs, de schooldirecties, de IDPB, de dienst GBS, het hoofd van het onderhoudspersoneel, de vertegenwoordigingsinstanties van de werknemers (CPBW + COPALOC)
- Co-constructie van 3 plannen voor tijdens de lockdown en de versoepeling van de maatregelen voor de scholen
- Strikte naleving van de richtlijnen uit de verschillende omzendbrieven van de minister van Onderwijs met betrekking tot de organisatie van de scholen en uit het protocol opgesteld door de ONE met betrekking tot gezondheid en medische zaken.
- Interpellatie van ons vertegenwoordigingsorgaan bij de FWB, de CECP en het kabinet van de minister wanneer dat nodig is.
- Billijkheid, inclusie, welzijn en veiligheid van de kinderen bleven doorheen de crisis centraal staan. En het zijn geen loze woorden.

Als schepen heb ik de pedagogische teams aangemoedigd, gerustgesteld en ondersteund. Ik heb de scholen meer dan eens bezocht en de verschillende teams meermaals geschreven (de laatste keer gisteren).

De inrichtende macht moedigde de directies aan om zoveel mogelijk met de ouders te communiceren en stuurde de hele crisis lang informatiebrieven.

1. **Gedeeltelijke heropening op 18 en 25 mei**

Scenario gekozen door de directies en gevalideerd door het College, de lokale overlegorganen, de IDPB en

de dienst GBS: Vanaf 18 mei bieden de Vorstse gemeentescholen OPVANG aan voor kleuters en leerlingen van de lagere school wiens ouders weer aan het werk gaan, voor alle sectoren, of voor wie geen andere opvang heeft dan mensen uit risicogroepen. Er is opvang van 7.45 uur tot 17.15 uur. Op 18 mei worden de leerlingen van het 6e leerjaar terug verwacht op school, 2 dagen per week, onder toezicht van bevoegd personeel. Het lesrooster loopt van 8.30 uur tot 15.30 uur. Er is ook opvang voor leerlingen van het zesde leerjaar, zowel 's morgens en 's avonds als op dagen dat ze geen les hebben.

Vanaf 18 mei wordt de school (weer) een veilige plek zowel voor leerlingen als personeel. De voorgestelde opvang tracht zo goed mogelijk te beantwoorden aan de bepalingen van omzendbrief 7550 (en 7557 voor het bijzonder onderwijs), in functie van de realiteit op het terrein en onze infrastructuur. Leerkrachten (en directie) worden volgens hun gebruikelijke rooster ingezet. Als ze niet voor de klas staan, zijn ze bezig met de thuisstudie van de kinderen.

Vanaf 18 mei wordt het rotatiesysteem beperkt om het bubbel-principe verder te garanderen. Het personeel is op school beschikbaar voor de opvang van de kinderen en het zesde leerjaar. Als een leerkracht geen groep heeft om te leiden, blijft hij/zij ter beschikking indien nodig (reserve). Kleuterleiders en leerkrachten van het eerste tot het vijfde leerjaar worden uitgenodigd om taken voor thuis te blijven sturen en contact te houden met de leerlingen.

Wat het bijzonder onderwijs betreft, hervatten de kinderen in type 1 (maturiteit 4) de lessen één dag/week en kunnen de kinderen van type 2 naar de opvang. Dit plan is het resultaat van co-constructie met de directies van de gemeentelijke basisscholen van Vorst. Het tracht de eisen van onze opdracht van openbare dienstverlening (opvang) en de voorschriften van de hogere overheden (FWB, nationale veiligheidsraad) met elkaar te verzoenen.

Het plan kan wijzigingen ondergaan volgens de evolutie van de coronacrisis.

+ Protocol ziek kind opgesteld door dokter Tourrette op basis van de ONE-richtlijnen.

+ Protocol ontsmetting en schoonmaak van de scholen.

2. Volledige hervatting vanaf 5 juni

Document 1: Dienstnota 03/06/2020 ter aanvulling op die van 28/05/2020

Naar aanleiding van de publicatie van omzendbrief 7599 van de Federatie Wallonië-Brussel heeft de inrichtende macht de organisatie van de gemeentescholen in Vorst herbekeken.

Net als het eerste plan voor de geleidelijke heropening van de scholen is dit plan voor de hervatting van de lessen het resultaat van overleg tussen de inrichtende macht, de directies, de dienst GBS, de IDPB en het hoofd van het onderhoudspersoneel.

Steeds met onze opdracht van openbare dienstverlening voor ogen, die erin bestaat zowel de opvang als de hervatting van de lessen te verzekeren, hebben wij besloten de hervatting van de lessen uit te stellen tot vrijdag 5 juni, om een gemeenschappelijke start van zowel kleuters als lagere school in optimale omstandigheden te organiseren.

Wat de veiligheidsvoorschriften betreft, zijn de volgende maatregelen gepland (die van de gedeeltelijke hervatting van 18 en 25 mei, versoepeld):

- Behoud van een ziekenkamer uitgerust met hydroalcoholische gel, handschoenen en een digitale thermometer. De ziekenkamer werd verplaatst wanneer het in een klaslokaal gepland was.
- Sanitair: bij de ingang van de sanitaire voorzieningen worden lijnen getrokken om te voorkomen dat er zich te veel mensen binnen zouden bevinden.
- Voorraad zeep en papieren doekjes: alle scholen kregen nieuwe voorraden en er loopt nog een nieuwe bestelling.
- Aankomst en vertrek worden de facto verschoven via de opvang van 7 tot 8.30 uur en van 15.30 tot 17.45 uur. In de scholen waar het nodig is, wordt het einde van de lessen verschoven om drukte te voorkomen.
- Speeltijden: veel scholen hebben genoeg buitenruimte. In sommige scholen zijn er verschillende

speelplaatsen beschikbaar. In scholen waar dat nodig is, worden er op de speelplaatsen lijnen getrokken om de ruimte van elke bubbel af te bakenen.

- Schoonmaak: Het nieuwe protocol van de ONE voor de schoonmaakregels is enigszins versoepeld.
- Handen wassen en het gebruik van ontsmettingsgel bij het betreden van de school blijft behouden. Het wassen van de handen gebeurt systematisch, zowel voor kinderen als voor volwassenen, op belangrijke momenten van de dag (maaltijden, sanitair, binnengaan van een lokaal, ...).
- Ouders moeten buiten het schoolgebouw blijven.
- Zwemlessen en warme maaltijden zijn geannuleerd.
- Alle lokalen moet regelmatig verlucht worden.
- Binnen elke 'contactbubbel' geldt een strikte registratie van de aanwezigheden, zowel tijdens de lessen als in de opvang, met het oog op de 'contact tracing' in geval van besmetting.
- In geval van ziekte van een kind of een personeelslid geldt het protocol dat voor de heropening van 18 mei werd verzonden.

Op het niveau van de personeelsleden:

- Opvoeders en leerkrachten hernemen hun gebruikelijke uurrooster; de leerlingen krijgen geen taken meer mee naar huis.
- Leraars zedenleer en maatschappijleer hervatten hun normale activiteiten en kunnen zich tussen de vestigingen verplaatsen. Dat is een beslissing van het kabinet van de minister, die vertaald is in een nieuwsbrief van de CECP.
- De dienst GBS is beschikbaar om alle vragen van het personeel te beantwoorden (videoconferentie, e-mail, telefoon) en de preventieadviseur blijft ook beschikbaar voor het personeel. Dit zijn luisterende instanties aan wie het personeel vragen kan stellen over de gezondheid van de kinderen of met wie ze hun psychosociale belasting kunnen delen.
- Het dragen van een mondkapje wordt sterk aanbevolen voor het personeel, met name voor het contact tussen volwassenen.
- Het gebruik van handschoenen en beschermende kledij in het speciaal onderwijs wordt sterk aanbevolen voor verpleegkundige handelingen (= gaat verder dan de omzendbrief).

Document 2: Aanvullende elementen bij omzendbrief 7599 van het kabinet van de minister van Onderwijs

1. I.v.m. het onderhoud van de schoolinfrastructuur:

De ONE heeft op vrijdag 29 mei een nieuw schoonmaakprotocol vrijgegeven. Dit protocol - dat aan de vakbonden en aan de federaties van inrichtende machten en de WBE is meegedeeld - bevat aanzienlijke versoepelingen ten opzichte van de vorige versie, met name wat betreft de frequentie van de schoonmaak en de te desinfecteren oppervlakken en voorwerpen. Deze versoepelingen werden mogelijk gemaakt door de evolutie van de sanitaire aanbevelingen voor de scholen. De beperkingen zijn echter nog steeds aanzienlijker dan in normale tijden.

2. Toezicht tijdens middagmaal en speeltijden:

Het begrip 'silo' is vervangen door '**contactbubbel**'. Dit heeft tot doel de meeste activiteiten en tijd die de kinderen op school doorbrengen, te concentreren binnen dezelfde groep, door het komen en gaan van mensen te beperken. De aanbevelingen van de deskundigen sluiten echter niet uit dat een klasgroep door

verschillende volwassenen wordt begeleid (en omgekeerd) of dat er interacties zijn tussen kinderen uit verschillende contactbubbels: zij roepen op om deze situaties zoveel mogelijk te beperken, maar ze zijn zich ervan bewust dat het in het dagelijks leven van scholen praktisch en pedagogisch niet altijd mogelijk is. POROSITEIT van de bubbels in functie van de noden.

Omwille van deze elementen:

- Speel- en lunchtijd mogen begeleid worden door ander personeel dan de leerkrachten (a priori, door het personeel dat dit gewoonlijk doet);
- Als er niet genoeg personeel is om toezicht te houden tijdens het middagmaal in elke klas, mogen er zo weinig mogelijk contactbubbels worden gegroepeerd in dezelfde ruimte, waarbij er afstand tussen hen tracht bewaard te worden;
- Op de speelplaats kunnen meerdere contactbubbels tegelijkertijd aanwezig zijn, maar het is raadzaam om te proberen de ruimtes te organiseren om het contact tussen meerdere bubbels zoveel mogelijk te vermijden;
- Een leerling die overdag in de klas aanwezig is, kan naar de voor- en naschoolse opvang gaan en deze kan worden begeleid door het personeel dat zich gewoonlijk aan deze taak wijdt.

3. Situatie van de bijzondere opvoeders:

Bijzondere opvoeders kunnen hun werk hervatten, zelfs als hun werk over meerdere locaties gespreid is.

4. Masker verplicht versus sterk aanbevolen:

Het verplicht stellen van het masker zou sommige personeelsleden kunnen geruststellen. De woorden "het dragen van een masker wordt sterk aanbevolen" werden echter zorgvuldig afgewogen door de deskundigen van de GEES. Ze zijn ook vastgelegd in een federaal besluit.

Het is dus niet mogelijk om de richtlijn te wijzigen.

5. De toegang van ouders tot kleuterklassen:

In ieder geval moeten regelingen worden getroffen om samenscholingen van ouders, met name rond de leerkracht of andere personeelsleden, zo veel mogelijk te vermijden, teneinde hun bescherming te waarborgen. Dergelijke regelingen kunnen inhouden dat ouders de toegang tot het klaslokaal wordt ontzegd en/of dat hen sterk wordt aanbevolen om een masker te dragen.

6. Buitengewoon onderwijs:

De deskundigen werden gevraagd naar specifieke maatregelen die in het bijzonder onderwijs moeten worden genomen. Er zijn geen aanvullende aanbevelingen gedaan naast die voor het gewoon onderwijs. Er kan gewoon aan worden herinnerd dat de hygiënevoorschriften en -gewoontes (zoals het dragen van maskers wanneer de sociale afstand in het basisonderwijs niet kan worden gegarandeerd) nauwgezet moeten worden nageleefd, ook al is het allesbehalve simpel.

7. Toiletten / sanitair:

De aanbevelingen van de deskundigen geven aan dat samenscholingen in of rond de toiletten zoveel mogelijk moet worden vermeden. Benadrukt kan worden dat de maatregel vooral gericht is op het beperken van samenscholingen buiten de contactbubbel, aangezien leerlingen binnen een bubbel geen afstand hoeven te bewaren.

8. Koude maaltijden / refter:

De omzendbrief vraagt dat de **voorkeur** wordt gegeven aan **koude maaltijden** (boterhammen) in de klas, om te voorkomen dat de refters opnieuw gebruikt moeten worden, omdat daar veel mensen elkaar kruisen.

3. Met betrekking tot het thuisonderwijs:

- **Status van de vraag over het systeem tussen 15 maart en 4 juni:**

De geest van de opeenvolgende omzendbrieven van de Federatie Wallonië-Brussel wordt gesteund door de inrichtende macht en diens streven om de door de lockdown nog versterkte ongelijkheden op school zoveel mogelijk te beperken. Als garant voor de organisatie van het gemeentelijk onderwijs in Vorst steunen wij de autonomie, de solidariteit en de creativiteit van de leerkrachten in hun pedagogische keuzes. Elke cyclus en elke klas heeft zijn eigen realiteit.

De leerkrachten toonden echter wel veerkracht en creativiteit. Om de intellectuele activiteit van hun leerlingen te stimuleren en de band te behouden, stelden de leerkrachten verschillende activiteiten voor via alle mogelijke communicatiekanalen. De dienst openbaar onderwijs ondersteunde en stimuleerde hen daarin. Afhankelijk van de behoeften en het profiel van de klasgroepen, gebruikten de docenten platforms zoals Wazzou of Teams, applicaties zoals WhatsApp om met hun leerlingen te communiceren. Voor kinderen die geen computer of printer hebben, werden de papieren dossiers tijdens de permanenties op "werktafels" in de scholen gelegd of per post verstuurd. Sommige leerkrachten belden aan bij kinderen die geen nieuws gaven of staken de dossiers persoonlijk in hun brievenbus. Alle teams hebben hun uiterste best gedaan volgens de realiteit op het terrein en de voorschriften uit de omzendbrief.

In maart-april maakte de dienst Openbaar Onderwijs meermaals een stand van zaken op van de effecten van het gevoerde beleid en de obstakels, en trachtten zij die indien mogelijk weg te werken.

- **Vanaf 5 juni:**

Naleving van omzendbrief 7599

Geen dubbele belasting voor docenten en dus geen afstandsonderwijs meer.

De lessen worden werkelijk hervat. Aangezien kinderen leerplichtig zijn, kunnen we geen systeem opzetten om kinderen van school te houden. Maar ondanks alles, gezien de context, aanvaardt de FWB tolerantie ten opzichte van afwezige kinderen en worden afwezigheden niet doorgegeven.

Dus kinderen worden echt verondersteld terug te komen, tenzij ze ziek zijn. Blijven huiswerk versturen is toegeven en het niet terugkeren bevorderen.

De inrichtende macht (IM) heeft in overleg met de schoolarts, mevrouw Tourrette, alle nodige gezondheidsmaatregelen genomen om ervoor te zorgen dat de lessen morgen in optimale omstandigheden worden hervat (op het vlak van gezondheid, organisatie en onderwijs). Wij moedigen de teams en de gezinnen aan om hun angsten te overwinnen en terug te keren naar school, tenzij ze natuurlijk tot een risicogroep behoren.

De IM heeft de leerkrachten gevraagd om tot 30 juni 1 keer per week persoonlijk contact op te nemen met de leerlingen van wie ze geen nieuws hebben.

- **Nieuw schooljaar vanaf september 2020:**

Niemand kan voorspellen hoe het volgende schooljaar in september van start zal gaan. Dat is een taak voor de nationale Veiligheidsraad, die zich zal baseren op de aanbevelingen van de wetenschappers. Ondanks alles zullen wij streven naar degelijk, billijk en inclusief onderwijs en de veiligheid (fysiek en psychisch) van onze studenten waarborgen.

Aanvullende vragen van de raadsleden:

De heer Loewenstein:

Ik dank de schepen voor de antwoorden. Ik wil de aandacht vestigen op de prestaties van de organiserende macht van de verschillende netten en van het personeel, die hun best doen om te werken in de uitzonderlijke situatie die we allemaal meemaken en de opeenvolgende richtlijnen en omzendbrieven naleven betreffende de organisatie van de lessen, in het bijzonder die van vorige week waarin werd besloten om alle basisscholen te heropenen met versoepelde gezondheidsmaatregelen tegenover de vorige. Mijn gedachten en dank gaan uit naar iedereen die ons onderwijs draaiend houdt.

Graag zou ik hierover twee bijkomende vragen stellen:

De eerste betreft de opvang van kinderen en het respecteren van de bubbels. In de pers maakt FAPEO een simulatie van hoe lang het binnenkomen van de kinderen zou kunnen duren met een snelheid van 10 minuten per klas/bubbel. Als er 20 bubbels zijn, zou de 20e om 11.30 uur binnenkomen. Dat voorbeeld werd gegeven, ik geef het gewoon door ... Kunt u ons meer details geven over de naleving van deze bubbel-logica en de timing die nodig is om alle kinderen binnen te laten?

De tweede betreft de organisatie van het werk van de leerkrachten. U zegt dat sommige leerkrachten zich zorgen maken, dat de IDPB, de inrichtende macht en de referentiearts er zijn om hen gerust te stellen. Deze bezorgdheid is natuurlijk volkomen begrijpelijk, maar ik zou graag willen horen wat u denkt over deze toestand. Hebt u informatie over het aantal leerkrachten dat in de scholen aanwezig zal zijn? Terwijl ze wellicht graag terug willen naar een normale situatie, zullen sommigen onbezorgd komen werken, maar anderen met een bang hart en nog anderen misschien niet. Wat wordt er gedaan om de leerkrachten gerust te stellen en ze in de beste omstandigheden te verwelkomen?

Mevrouw De Ridder:

De Federatie Wallonië-Brussel aanvaardt dat bubbels 'poreus' zijn en dat kinderen bij meerdere bubbels kunnen horen. Bij ons horen ze automatisch bij twee bubbels: De lesbubbel en de opvangbubbel.

De opvang is open van 7 tot 8.30 uur. Er is dus genoeg tijd om drukte te vermijden en er zijn markeringen op de grond.

We hebben geen cijfers voor maandag, maar er zijn wel enkele trends merkbaar. Het ziet er naar uit dat er weinig kinderen in de opvang zullen zijn. We zullen de ingevoerde maatregelen moeten evalueren om ze zo nodig aan te passen.

Elk leerkracht is verschillend. Sommigen maken zich zorgen, maar allen hebben ze zich bereid verklaard om terug te keren. Ze wilden enkel gerustgesteld worden over de maatregelen die er worden genomen. Leraren worden, net als wij allemaal, onderworpen aan moeilijke omstandigheden en aan de moeilijke oefening van aanpassingsvermogen en reactievermogen.

De heer Hacken:

Uw uitleg stelt me gerust.

U zegt dat het dragen van mondklappers voor kleuterleiders niet verplicht is, maar ik neem aan dat de keuze aan de leraar zelf wordt overgelaten? Moeten ouders die op school komen, een mondklapper dragen? Ik ben verbaasd dat ik u hoor zeggen dat om de zesdeklassers de lessen te laten hervatten, in sommige scholen het eerste en het tweede leerjaar niet terug kan gaan omdat de school vol is, terwijl de burgemeester vlak voordien, op de vergadering van 19 mei, zei dat alles in orde zou zijn om het eerste en tweede leerjaar terug te laten gaan. De raadsleden zijn ook het aanspreekpunt voor de bevolking, dus ze moeten correcte antwoorden kunnen geven. Ik heb veel reacties van ouders gekregen die zeiden dat er weinig of geen contact was met de leerkrachten en dat er weinig activiteiten werden voorgesteld om de kinderen te begeleiden die thuis moesten blijven en dat als een leerling de activiteit niet wou of kon doen, de voorgestelde activiteit voor de hele klas werd geschrapt. Het lijkt mij dat het aan de inrichtende macht is om richtlijnen te geven aan directie en leerkrachten, dus ik ben verbijsterd te horen dat de inrichtende macht niet mag controleren. Wat kan er gedaan worden om ervoor te zorgen dat de leerlingen toch een beetje gevolgd worden?

Mevrouw De Ridder:

De kwestie van de maskers voor ouders is niet aan de orde, want ouders komen de school niet binnen. Wat betreft het dragen van maskers voor kleuterleidsters, zijn de kinderartsen en -psychiaters van mening dat dit een negatieve invloed kan hebben op de relatie met het kind. Het is duidelijk dat een zieke leraar thuis kan blijven en naar huis kan gaan met een medisch attest.

De terugkeer van P1 en P2 was een moeilijke arbitrage. Onze eerste plicht was om alle kinderen terug te laten keren naar school; daarom hebben we ervoor gezorgd dat de opvang niet beperkt werd, zodat alle kinderen terug naar school kunnen. Het doel van de terugkeer naar school is niet om in drie weken de leerstof in te halen die tijdens de lockdown niet werd gezien, maar om de kinderen weer in contact te laten komen met de school en met hun vrienden.

De circulaire bepaalt dat het huiswerk voor kinderen niet verplicht is en dus niet kan worden opgelegd. De inrichtende macht kan zich niet mengen in de pedagogie: hun rol is het organiseren van het onderwijs. Er is een groot verschil tussen de gezinnen, het is onmogelijk om aan de behoeften van alle gezinnen te beantwoorden. Wat betreft de kinderen die niet naar school teruggaan, werd er beslist dat de leerkrachten de ouders zullen bellen en naar hen toe gaan.

Mevrouw Koplłowicz:

Ik kreeg vergelijkbare reacties van ouders: Er zou een groot verschil zijn tussen de scholen en zelfs tussen de klassen van één school. Het is moeilijk voor de raadsleden om de vragen te beantwoorden. Zijn er markeringen aangebracht in alle scholen? Sommige ouders zeggen dat kinderen in de speeltijd door elkaar lopen. Hoe zit het met de filosofielessen? Het lijkt erop dat de leraren niet aan één school verbonden zijn en dat ze op verschillende scholen lesgeven.

Mevrouw De Ridder:

Leerkrachten mogen maar zijn niet verplicht om huiswerk aan kinderen te geven. Toch hebben we het altijd aangemoedigd. We hebben zelfs een interactief document gemaakt dat door de leerkrachten wordt aangevuld. Alle leerkrachten hebben een inspanning geleverd. Wanneer we zo'n e-mail krijgen, nemen we contact op met de directie, die vervolgens de leraars aanspreekt voor een antwoord. We moeten de e-mails nuanceren. De markeringen die nog niet aangebracht zijn, worden deze week aangebracht. Wat de speciale leraren (filosofie ...) betreft, is ervoor geopteerd om ze om billijkheidsredenen niet aan één school te verbinden.

Mevrouw Maduda:

Hoe zit het met verplichte vaccinaties in deze periode waarin kinderen niet naar school zijn geweest?

Hoe zit het met het aanleren van de veiligheidsregels?

Wat gaat u doen om te voorkomen dat kinderen afhaken of leerachterstand oplopen?

Mevrouw De Ridder:

Onze schoolarts, die een zeer professioneel en attent persoon is, heeft ons niet gewaarschuwd voor een mogelijke achterstand in de vaccinaties. Dus ik neem aan dat alles in orde is, maar ik zal navraag doen. Het aanleren van veiligheidsregels gebeurt op een transversale manier, in alle lessen passen de leerkrachten de veiligheidsregels toe en herinneren ze de leerlingen eraan.

Wat de leerachterstand betreft: de vertraging is niet onomkeerbaar, ook al kunnen we spreken van een zekere achterstand. Kinderen hebben jaren, zelfs een leven lang, om een mogelijke achterstand in te halen.

Mevrouw El Yousfi:

Ik dank het College, de directies en de leerkrachten voor al het werk dat zij hebben verricht om de scholen te kunnen heropenen.

Mevrouw Goldberg: Ik dank u voor de uitleg en wil graag drie vragen stellen:

1. Wat gebeurt er als er morgen een kleuterleider afwezig is? Hoe wordt dat georganiseerd?
2. Welke criteria zullen er gebruikt worden om te beslissen wie naar het volgende leerjaar gaat en wie blijft zitten?
3. Zal er na de crisis een evaluatie van deze uitzonderlijke situatie worden gemaakt en besproken met de gemeenteraad?

Ik dank u en wens u en uw teams veel moed.

Mevrouw De Ridder:

De leerkrachten worden volgens de gebruikelijke regels vervangen en als we geen vervanger kunnen inzetten, worden de kinderen tot 30 juni in een andere groep (bubbel) opgenomen.

Wat betreft de vraag of een kind naar een hoger leerjaar mag of dubbelt, dat wordt samen met de pedagogisch coördinator besproken.

Deze moeilijke oefening zal ook geëvalueerd worden.

Mevrouw Plovie:

Mevrouw de schepen, ik dank u en uw teams: inrichtende macht, leerkrachten, schoolpersoneel, ...

Wat een werk hebben jullie gedaan en wat een teamwerk.

Onderwijs is een recht van kinderen. wij, Ecolo-Groen, zijn daarvan overtuigd en u ook. U hebt er een prioriteit van gemaakt. En om daar op in te spelen, hebt u met uw teams samengewerkt, met hen gepraat en hen gerustgesteld. U hebt ook bijzondere aandacht besteed aan het feit dat alle kinderen bereikt moesten worden. Dit is belangrijk voor onze kinderen.

U bent goed thuis in uw beleid, zoals we vanavond hebben gezien; u doet het graag en enthousiast.

Laten we ook de Nederlandstalige scholen niet vergeten. Schepen Esmeralda Van den Bosch heeft ook veel werk verricht om ervoor te zorgen dat de scholen weer kunnen openen en dat de kinderen in de best mogelijke omstandigheden opgevangen worden.

Op 16 juni hebben we een commissie met uw inrichtende macht. De fractie Ecolo-Groen zal er zijn om vragen te stellen, met uw team in gesprek te gaan en te kijken hoe het gaat na een week hervatting van de lessen.

De heer Roberti sluit het onderwerp af met een woord van dank aan de twee schepenen van onderwijs en beide onderwijsteams, Franstaligen en Nederlandstaligen.

2. Actualiteit

Marc Loewenstein:

Ook al laat de huidige organisatie van onze raden dit niet toe, de situatie vraagt om opheldering en ik vraag u om een actuele kwestie te bespreken.

Ter herinnering: afgelopen vrijdagavond werd er een feestje georganiseerd in het Park van Vorst. Volgens de pers bracht het tussen de 300 en 500 mensen samen. De politie verklaart dat u de opdracht gaf om niet in te grijpen. U ontkent het. Het VSOA politie vraagt om verduidelijking en verantwoording.

Er rijzen verschillende vragen:

1. Wat was dit feest in het park van Vorst? Wanneer bent u ervan op de hoogte gesteld?
2. Volgens de pers zijn er tegenstrijdige versies, die van de politie en die van de burgemeester. Wie zegt de waarheid? Wat waren de precieze instructies van de burgemeester?
3. Afgezien van de huidige situatie met betrekking tot de aanpak van de pandemie, is dit een bijeenkomst waarvoor een toelating van de burgemeester vereist is volgens artikel 42 van het algemeen politiereglement.

- a. Hoe zit het precies? Wat is het verschil tussen dit evenement dat zonder toelating doorging en een ander evenement waarvoor een toelating geëist wordt?
- b. Welk signaal wordt er aan de bevolking gegeven als de burgemeester niet in staat is de wet te handhaven?
- c. Welk signaal wordt ook gegeven aan het grote deel van de bevolking dat zich al meer dan tweeënhalve maand onthoudt van contact met familie, (groot)ouders, (klein)kinderen ... en verwacht dat de overheid garant staat voor deze collectieve inspanning?
- d. Als je geen ruimte laat voor willekeur, iedereen gelijk behandeld wordt en dit evenement te houden is zonder toestemming, wordt Vorst dan de enige gemeente in België waar je geen toestemming meer hoeft te vragen om samen te komen?

Laurent Hacken:

Hoewel het doel van de gemeenteraad morgen is om ons op de hoogte te houden van de situatie aangaande de heropening van onze gemeentescholen en de ordonnantie betreffende de bijzondere bevoegdheden die de organisatie van de gemeenten regelt, officieel niet toelaat actualiteitskwesities aan de agenda toe te voegen, zou ik willen vragen dat de Raad informatie zou krijgen over het feest dat op vrijdag 29 mei zonder toelating in het Park van Vorst werd georganiseerd.

Afgezien van de zinloze polemiek over de vraag wie er werkelijk heeft besloten om dit evenement ongestraft te laten plaatsvinden, mede vanwege het gebrek aan beschikbaar politiepersoneel blijkbaar, zou ik persoonlijk graag informatie krijgen over de gevolgen van deze situatie voor de toekomst, ook buiten elke periode van inperking. Voor mij, en voor het algemene politiereglement bovendien, is het niet normaal dat een evenement 's avonds zomaar in een van onze parken plaatsvindt, ook al is het een redelijk rustig evenement. Dit park is een familiepark en moet dat ook blijven, met uitzondering van evenementen die door de gemeente of samen met haar worden georganiseerd. Het lawaai en de vervuiling zijn onaanvaardbaar, om nog maar te zwijgen van het gevoel van straffeloosheid dat deze mensen moeten hebben gevoeld toen ze zich realiseerden dat ze hun avond konden voortzetten terwijl ze zich niet aan de regels hielden.

Mag ik daarom vragen of er nu een mechanisme bestaat om dit soort illegale bijeenkomsten, die niet thuishoren in ons park, tegen te houden zodra de politie ervan op de hoogte is? Ik denk in de eerste plaats aan een oproep aan de andere zones.

Heeft u bovendien een schatting van de hoeveelheid afval die onze arbeiders er de dag nadien hebben weggeruimd? Aangezien het al de hele dag druk is in het park, denk ik dat ze het zonder deze extra werklast hadden kunnen doen.

Christophe Borcy:

Enkele honderden mensen verzamelden zich op vrijdag 29 mei in het Park van Vorst, ondanks het verbod tijdens de lockdown. Het gebeuren vond veel weerklank in de pers. Waarom heeft de burgemeester, terwijl de volksgezondheid hier op het spel staat, de politie niet bevolen om in te grijpen? Ik wil dat dit punt op de agenda van de volgende Raad wordt gezet.

De heer Roberti:

Elke dag van de afgelopen week - en dat werd nog versterkt door het goede weer en de versoepeling - meldden de politie en de gemeenschapswachten ons dat hun taak om de regels te doen naleven, gespannen verliep in de groene ruimtes, vooral sinds 27 mei, toen de regels voor de speeltuinen versoepelden. De bezoekers van de parken bleven massaal langer in de parken, in het hele Brusselse Gewest. Vrijdagavond kreeg ik rond 21u30 een bericht van de officier ter plaatse in het park van Vorst met een foto waarop we veel mensen zien en het commentaar: we zullen proberen plaats te maken, maar het risico bestaat dat we zullen moeten vechten. Ik heb de officier direct teruggebeld en we zijn overeengekomen dat het niet opportuun was om het risico op gevechten te nemen. Er waren geen meldingen van geluidsoverlast die avond. De politie bleef ter plaatse en ging door met de handhaving van de openbare orde, de sensibilisering

en het toezicht op de overtredingen. Geluidsoverlast werd de volgende ochtend per e-mail onder mijn aandacht gebracht door buurtbewoners. Ik heb de politie gevraagd er bijzondere aandacht aan te besteden. Er is inderdaad een enorme hoeveelheid afval verzameld in het park. Op zondag- en maandagochtend was er een team om afval op te halen. Ik kan u de astronomische hoeveelheid afval geven die werd opgehaald, maar ik zal dat schriftelijk sturen. Over het feit dat er een 'fiesta' was, verschillen de versies. Ik geloof de buurtbewoners die zeggen dat er geluidsoverlast was, maar een fiesta in de zin dat er een muziekgroepje was waar mensen zich rond verzamelden: de versies verschillen, dat zie je op de facebookpagina. Zeker is dat de politie het algemeen politiereglement moet handhaven en dat alleen door de burgemeester toegelaten evenementen in de parken zijn toegestaan. Ik heb toelating gegeven voor enkele yogalessen en een paar optredens voor het aanwezige publiek, maar zonder reclame te maken niemand heeft ervan gehoord, dat is ook wat het betekent om te kunnen onderhandelen over de vergunningen. Feesten zijn verboden; dat was altijd zo en dat zal zo blijven, voor de coronacrisis, tijdens en erna. Ik heb niet gezegd dat we niet moeten ingrijpen, maar dat we een genegotieerd beheer van de publieke ruimte moeten hebben, dus bekijken hoe we best ingrijpen.

Dominique Goldberg:

De openbare orde handhaven betekent wetten, reglementen en verbodsbepalingen doen naleven. Waarom moeten we zo'n bijeenkomst tolereren omdat er geen overlast of lawaai is? Is het nog steeds een bijeenkomst? Deze visie laat ruimte voor willekeur. Bovendien hebt u herhaaldelijk gezegd dat u niet aanwezig was. In uw rol had u ter plaatse moeten gaan om het zelf te bekijken en de situatie te beoordelen. Dat is uw rol en dat is dus een tekortkoming van uw kant. En als u er niet zelf was, hoe bleef u dan op de hoogte van de situatie zo lang het duurde?

De heer Roberti:

Ik zei dat de buurtbewoners me de volgende dag schreven over lawaaihinder 's nachts en ik zei ook dat de officier me vrijdag om 21.30 uur niet vertelde over lawaai. Ik was er niet bij en ben met de officier overeengekomen wat te doen inzake genegotieerd beheer van de publieke ruimte en dat het niet nodig was het op gevechten te doen uitdraaien, wat niet betekent dat de politieagenten de plek hebben verlaten en dat als er daarna nachtelijke ongeregelde heden zijn geweest, die niet behandeld moeten worden. U baseert zich op een krantenkop, ik baseer me op feiten. De officier bevestigde me de volgende dag dat hij me niet had gesproken over lawaai. Ik neem het volledig op mij: Als er om 21.30 uur nog kinderen aanwezig zijn en het risico bestaat dat het tot gevechten komt, dan wil de proportionaliteit van het beheer van de openbare ruimte dat we geen risico's nemen. Als het opnieuw zou gebeuren, dan zou ik precies hetzelfde doen, maar ik ben het met u eens dat het in de coronacrisis niet ideaal is om mensen in groene ruimtes te hebben die de fysieke afstanden niet respecteren, maar we moeten alle elementen in aanmerking nemen en ik denk dat we niet nog meer risico's moeten nemen.

Mevrouw Goldberg:

Wat doet u om op de hoogte te blijven bv. tot 1 uur 's nachts?

De heer Roberti:

Mijn telefoon staat 24 uur per dag aan. Zodra ik overeenkom met de officier ter plaatse dat het daar niet ontruimd moet worden en dat ik niet op de hoogte ben van nachtlawaai, blijft de politie haar werk doen. Een andere burgemeester had anders kunnen beslissen en een hoop politieagenten kunnen inschakelen. Dat was niet mijn keuze en ik kan u verzekeren dat er in het park van Vorst nooit een fiesta zal zijn.

De heer Pierre-De Permentier:

De regels van de Nationale Veiligheidsraad betreffende de toegang tot de parken blijven ongewijzigd tot 8 juni, het is niet aan een burgemeester om regels uit te vinden. En wat deed de preventiedienst op dat moment? En het zou belangrijk zijn voor de gemeenteraadsleden om de foto te kunnen ontvangen die de officier u stuurde, zelfs als die wazig is. En hebt u contact opgenomen met minister De Crem, die als minister van Binnenlandse Zaken de regels maakt?

De heer Roberti:

De preventiedienst werkt niet op dat moment. De regels van de lockdown in de parken zijn inderdaad niet veranderd, maar dat heeft de bevolking zo niet begrepen en dus wordt het niet meer toegepast. Dit is het

geval in het hele gewest. Het is niet langer mogelijk om ervoor te zorgen dat de regels worden nageleefd door de bevolking, noch door de preventiedienst, noch door de politie. We moeten ons bewust zijn van de situatie waarin we de politieagenten plaatsen door hen te vragen zaken af te dwingen die niet van toepassing zijn. Het is moeilijk voor de Brusselaars, die al wekenlang in lockdown zitten, als ze zien dat alles versoepelt, behalve in de parken, om te begrijpen dat ze niet op de banken mogen zitten en dat hun kinderen niet mogen voetballen. Het is onmogelijk voor onze politie om dat toe te passen. We moeten het op een evenredige manier doen: dat is wat we proberen te doen. Ik zie niet in waarom ik contact zou opnemen met minister De Crem, maar hij kan contact met mij opnemen als hij wil. Het ging enkel om genegotieerd beheer van de publieke ruimte!

2 annexes / 2 bijlagen

Levée de la séance à 21:55
Opheffing van de zitting om 21:55

Par le Collège :
La Secrétaire,
Vanwege het College :
De Secretaris,

La Présidente suppléante,
De Plaatsvervangende voorzitter,

Betty Moens

Fatima Abbach